

Brochure n° 3351

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2691. – ENSEIGNEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT**

**AVENANT N° 9 DU 14 DÉCEMBRE 2010**  
RELATIF À LA RÉMUNÉRATION ET AU DÉCOMPTE DES HEURES D'ACTIVITÉ

NOR : ASET1150312M

IDCC : 2691

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant annule et remplace l'avenant n° 5 du 9 juin 2009 relatif à la rémunération et au décompte des heures d'activité.

**Article 2**

L'article 7.6 de la convention collective nationale de l'enseignement privé hors contrat est modifié comme suit, son titre demeurant inchangé :

- « a) Le taux de base horaire est déterminé en divisant la rémunération annuelle de l'enseignant :
- par 151,67 heures × 12 mois, soit 1 820 heures pour un salarié à temps plein (le temps plein de travail annuel étant de 1 534 heures) ;
  - par une fraction de cette durée annuelle déterminée proportionnellement au temps de travail pour un salarié à temps partiel.
- b) Pour la valorisation des heures de cours, ce taux de base est multiplié par le nombre d'heures de travail (temps d'activité de cours et d'activités induites correspondantes) calculé en multipliant le nombre d'heures de cours par le coefficient correspondant à la catégorie de l'enseignant et mentionné dans l'annexe II B, colonne 1, de la convention collective nationale.
- c) Les heures passées dans le cadre du contrat de travail qui ne sont pas des activités de cours et qui ne supposent ni préparation ni correction seront rémunérées au taux de base horaire défini au paragraphe a ci-dessus.
- d) Il sera procédé ainsi tant pour les heures complémentaires ou supplémentaires à rémunérer que pour le calcul des retenues à opérer sur la rémunération d'un enseignant, notamment au titre d'heures d'activité de cours non effectuées (en dehors des cas de maintien de la rémunération prévus par la convention collective ou par le code du travail).
- e) Les heures supplémentaires ou complémentaires seront majorées conformément aux dispositions légales ou conventionnelles.
- Pour le décompte et la rémunération des heures supplémentaires, un tableau précisant les modalités propres à chaque niveau d'enseignement figure à l'annexe II. Il prévoit notamment le déclenchement des taux conventionnels et légaux de majoration en tenant compte des heures induites.
- f) L'employeur veillera, en application de l'article L. 3141-22 du code du travail, à ce que la somme calculée ci-dessus soit bien intégrée dans l'assiette de détermination des droits à congés payés. »

Fait à Paris, le 14 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

FEP ;  
FNEPL.

**Syndicats de salariés :**

FEP CFDT ;  
SNPEFP CGT ;  
SNEPL CFTC ;  
SYNEP CFE-CGC ;  
FNEC FP FO.